

## Conseil général du 17 juin 2025 Rapport du Conseil communal

### 4. Adoption du plan spécial « Chemin du Boutchu » à Vicques

Les propriétaires des parcelles situées en Recolaine 27 souhaitent développer le secteur et ont engagé les démarches liées à l'élaboration d'un plan spécial.

Le règlement communal sur les constructions précise effectivement qu'un plan spécial est obligatoire afin de régler la construction, la protection et l'organisation de cette portion du territoire communal.

Le plan spécial définit les zones constructibles et les parcelles prévues à cet effet. Les équipements nécessaires sont également répertoriés (chemins d'accès, conduites, etc...).

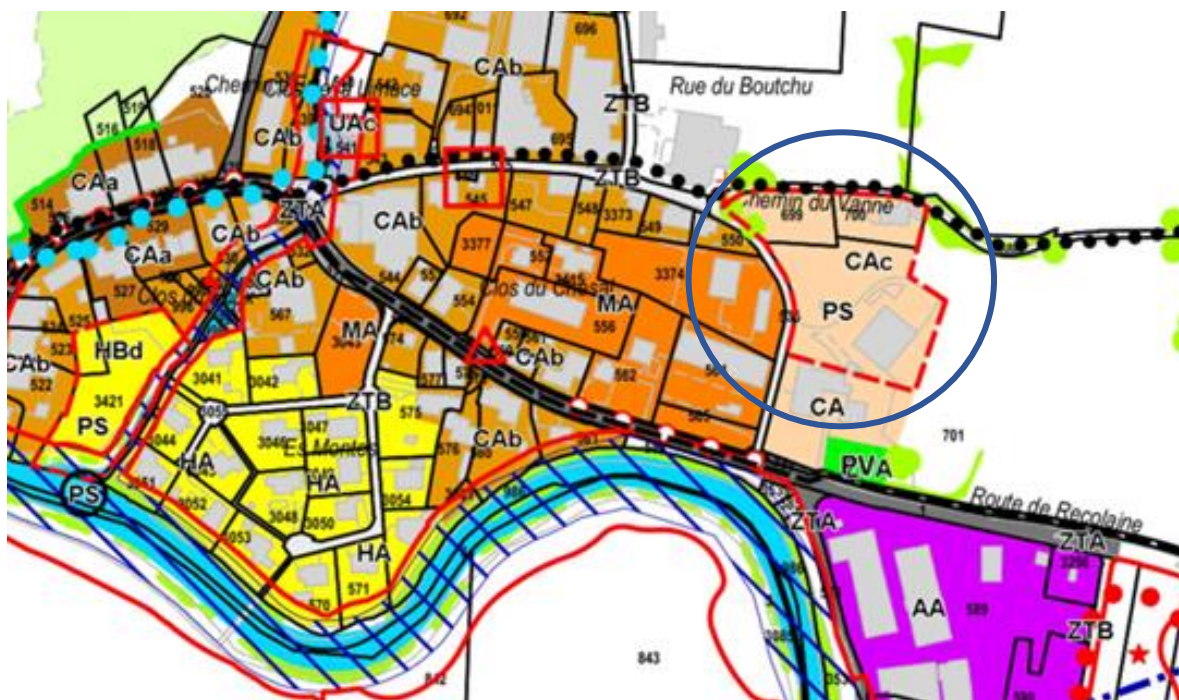


Figure 1 Terrains concernés par le plan spécial et localisés à la sortie de Vicques, direction Courchapoix

### Description du projet

Le plan spécial permet de préciser les règles d'implantation et les mesures applicables aux futures constructions du secteur CAC. Les propriétaires fonciers et la Commune souhaitent valoriser ce secteur en proposant une typologie variée de logements tout en respectant l'IBUS minimal de 0,53.

Le périmètre du plan spécial a été scindé en trois secteurs :

1. Le secteur I se situe dans la partie Nord-Ouest du périmètre. Le parcellaire a été défini pour accueillir de l'habitat collectif. L'implantation des constructions principales est réglée par la délimitation de périmètres d'évolution. En termes de volumétrie, la hauteur totale admise est de 14 mètres avec une hauteur de façade de 11 mètres.
2. Le secteur II se situe dans la partie Sud du périmètre, dédiée à l'accueil d'habitat individuel ou jumelé. Les bâtiments principaux devront observer les distances à la limite définies. En termes de volumétrie, les hauteurs déterminées correspondent à des constructions sur deux niveaux.
3. Le secteur III correspond à la parcelle 700, actuellement habitée. Les prescriptions demeurent identiques à celles de la zone CA définies dans le règlement communal sur les constructions.



Le site n'étant pas soumis aux prescriptions liées aux périmètres ISOS, les autorités communales souhaitent autoriser les toitures plates ainsi que la réalisation d'attiques. Les potentiels de densification peuvent ainsi être optimisés. Les matériaux et couleurs doivent tout de même être choisis de manière à ne pas altérer le site et le paysage.

## Mobilité

Une majorité du secteur dispose d'une desserte en transports publics jugée bonne. L'accès aux futures constructions pour les transports individuels motorisés devrait principalement se faire depuis la route cantonale au Sud du secteur étudié.

## Patrimoine naturel

Le développement du secteur nécessite l'abattage ou le déplacement d'un arbre protégé au plan de zones, situé sur la parcelle 699. Le plan spécial prévoit sa compensation sur la même parcelle.

## Equipement technique

Le secteur n'est pas encore viabilisé. Le concept d'équipement (eau potable, eaux usées, eaux claires, électricité, éclairage public et télécommunication) a été établi par un bureau spécialisé.

Les riverains directs ont réservé un bon accueil au projet qui leur a été présenté en avril 2024. Le plan spécial permettra le développement de ce nouveau quartier et les futures constructions feront l'objet de permis de construire.

## Procédure

Afin de valoriser au mieux le potentiel du site, le projet a nécessité une modification de peu d'importance du plan de zones communal. Cette adaptation porte sur une restitution à la zone agricole de 435 m<sup>2</sup> de zone centre A (CA) et de 195 m<sup>2</sup> de zone verte A (ZVA), une extension de la zone à bâtir CA de 463 m<sup>2</sup> et une correction de la limite entre la zone CA et le secteur CAC. Cette procédure se fonde sur le plan d'aménagement local (PAL) adopté par le corps électoral le 3 mars 2024 et approuvé par le Service cantonal du développement territorial le 21 juin 2024.

Relevant de la compétence du Conseil communal, cette modification de peu d'importance du PAL a été approuvée par ce dernier le 5 mai, puis ratifiée par le Service cantonal du développement territorial le 20 mai.

## Dépôt public

Le plan spécial « Chemin du Boutchu » a été déposé publiquement du 28 mars au 28 avril 2025. Aucune opposition n'a été formulée. Dès lors, il appartient maintenant au Conseil général de l'adopter formellement.

## Point de vue des autorités communales

Le Conseil communal se réjouit du développement de ce secteur qui va dans le sens d'une urbanisation compacte vers l'intérieur de la zone à bâtir tel que l'exige la loi sur l'aménagement du territoire. Il recommande au Conseil général d'accepter le plan spécial Chemin du Boutchu tel que présenté qui permettra l'accueil de nouveaux habitants, le développement et la densification de parcelles partiellement bâties et non-bâties.

## 5. Approbation des comptes de l'exercice 2024 de la Commune mixte de Val Terbi et des bourgeoises de Vicques, Vermes et Montsevelier

---

### Comptes 2024

Les comptes ont été vérifiés par notre fiduciaire pour la partie municipale alors que ceux des trois bourgeoises ont été vérifiés par la Commission des finances et de vérification des comptes.

La Commune de Val Terbi boucle l'exercice 2024 avec un bénéfice de 62'227.48 francs alors qu'un déficit de 279'850 francs était prévu au budget.

A noter que les bons chiffres des comptes 2024 ont permis d'alimenter la réserve de politique budgétaire de 695'650.00 francs. Sans cette attribution, le résultat serait un bénéfice d'environ 758'000 francs.

### Bourgeoises

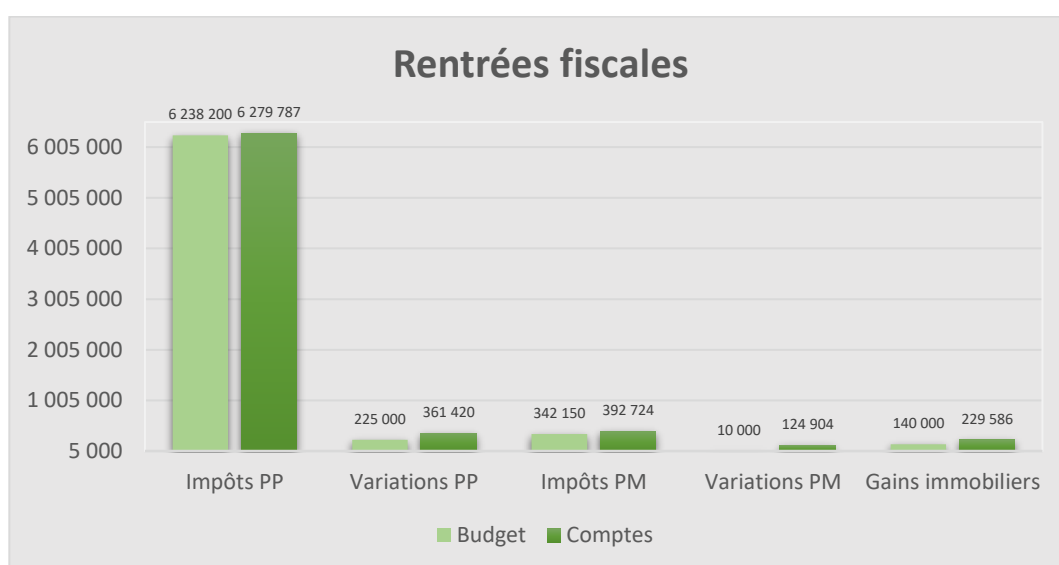
- Montsevelier : excédent de produits de 6'683.65 francs (excédent de charges de 11'815 francs au budget). Pas de dépassement budgétaire.
- Vermes : excédent de produits de 3'465.85 francs (excédent de charges de 7'135 francs au budget). Pas de dépassement budgétaire.
- Vicques : excédent de produits de 13'516.13 francs (excédent de charges de 15'295 francs au budget). Pas de dépassement budgétaire.

## Municipalité

### Rentrées fiscales

Les rentrées fiscales dépassent les prévisions budgétaires avec un résultat de 377'900 francs supérieur aux attentes. Ceci s'explique comme suit :

- Les impôts sur les personnes physiques sont plus élevés que prévu de 41'600 francs ;
- Des variations d'impôts de 136'400 francs plus hautes que budgétées ! (9100.40007.00, 9100.40007.99, 9100.40017.00 et 9100.40017.99). Ces postes sont très variables selon les années et très difficiles à estimer ;
- Les impôts sur les personnes morales sont en hausse de 50'800 francs et les variations des années antérieures améliorent encore les rentrées fiscales des personnes morales de près de 114'900 francs ;
- Les impôts sur gains immobiliers sont aussi supérieurs de 89'600 francs par rapport aux attentes.



L'augmentation inattendue des rentrées fiscales est difficile à expliquer ; en particulier, il faut retenir le chiffre de plus en plus aléatoire des variations d'impôts des années antérieures pour plus de 486'300 francs. A noter que la plupart des autres communes bénéficient aussi de variations nettement supérieures à celles escomptées.

### Variations importantes par rapport au budget

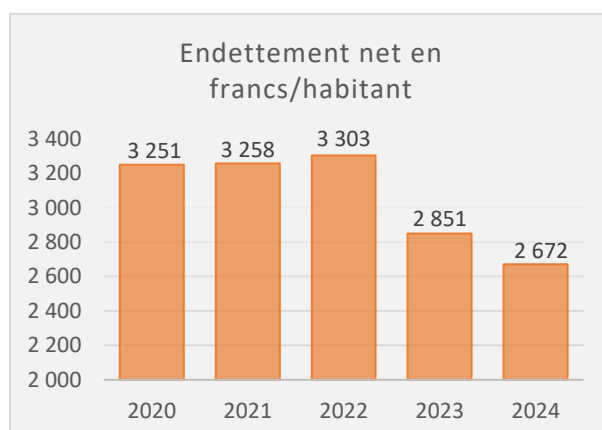
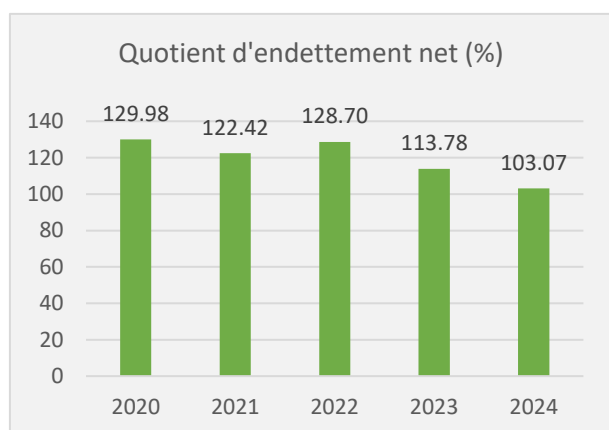
- Presque toutes les rubriques finissent sur des dépenses qui sont plus basses que le budget. C'est le cumul des petits gains dans chaque rubrique, quelques produits supplémentaires non prévus et les rentrées fiscales supérieures aux attentes qui sont à l'origine du bon résultat 2024.
- La subvention communale pour les prestations complémentaires (charge liée) est en baisse de 88'900 francs par rapport au budget.
- Vente de l'ancienne école de Montsevelier pour 50'000 ;
- Rendement de la carrière de Vermes plus élevé que prévu de 109'400 ;
- Une avance de subvention à la Valse du Temps de 185'000 francs n'était pas prévue au budget, mais elle est totalement prise à la répartition des charges. (Effet neutre sur le résultat)

## Autofinancement et endettement

L'autofinancement est conforme aux attentes et s'élève à 1,6 million de francs.

L'endettement net est en légère baisse à 2'670 francs par habitant. Ce niveau d'endettement est considéré comme moyen dans les indicateurs financiers qui sont calculés pour le service des communes. En effet, notre ratio dette nette par rapport aux revenus fiscaux de la commune est à 103.07% (il est considéré comme critique dès 150% et élevé entre 101 et 150%).

Pour rappel, l'endettement net 2023 était de 2'850 francs par habitant et le ratio dette nette par rapport aux revenus fiscaux était de 113.78%.



## Éléments comptables particuliers

- La lecture du résultat est maintenant comparable d'une année sur l'autre, les années 2020, 2021, 2022 et 2023 étant compatibles MCH2.
- Le bon résultat a permis d'augmenter de 695'650 francs la réserve de politique budgétaire qui s'élève donc maintenant à 3 millions de francs.

## Investissements

Pas de dépassements à ratifier.

## Dépassements budgétaires à ratifier

Pas de dépassements à ratifier.

## Crédits supplémentaires du Conseil communal.

Depuis 2019, suites aux remarques de la fiduciaire, un suivi précis des dépenses extraordinaires du Conseil communal est en place. Le Conseil communal a voté des crédits supplémentaires pour un total d'environ 47'900 francs (montant maximum disponible : 205'475 francs) pour 8 objets. Vous trouvez le détail dans le rapport relatif aux comptes 2024.

## Financements spéciaux

- Le financement spécial des déchets boucle sur un bénéfice de 47'800 francs attribué au fonds de réserve. Un dédommagement du SEOD de 88'000 francs impacte le résultat positivement.
- Assainissement des eaux : un excédent de charges de 12'600 francs a été prélevé sur le fonds de réserve MCH1.
- Approvisionnement en eau potable : un excédent de produits de 19'000 francs a été attribué au fonds de réserve.
- Taxe des eaux de surface : versement de 86'000 francs au fonds de réserve.
- Taxe des ouvrages collectifs : des attributions totales de 27'400 francs, correspondant aux décomptes des chemins, ont été virées aux financements spéciaux.



## Conclusion

Ce bon résultat permet d'augmenter la réserve de politique budgétaire qui se situe désormais à 3 millions de francs. Cette réserve permet d'envisager assez sereinement l'avenir financier de la commune malgré les incertitudes économiques qui s'accumulent : guerre, incertitudes, difficultés des entreprises, prolongation des RHT.

Le Conseil communal a accepté les comptes tels que présentés et les dépassements de budget dans sa séance du 19 mai 2025.

Le Conseil communal invite le Conseil général à accepter l'ensemble des comptes 2024.

## 6. Voter un crédit d'investissement complémentaire de CHF 35'000.- pour la réfection du chemin Dos Commenray

---

Le chemin qui mène aux fermes La Prospère et La Providence depuis la jonction de la route de Montsevelier en provenance de Courchapoix, au lieu-dit Sous Vassa, a été raviné et mis à mal par les intempéries hivernales. Une visite sur place a permis de mettre en évidence des signes inquiétants d'affaissement sur une petite partie du tracé qui longe le ruisseau de la Providence sur une vingtaine de mètres. A un endroit particulier, on décèle même un risque d'écroulement, ce d'autant plus que le passage des engins agricoles engendre des contraintes importantes sur ce secteur. Il est donc impératif de sécuriser la berge par un enrochement pour éviter un affaissement de la route.

Une offre a été demandée à l'entreprise Creusillon. Le devis se monte à CHF 29'060.- HT et porte uniquement sur le secteur le plus raviné (secteur amont). La partie aval a bien résisté grâce aux travaux entrepris l'an passé par la même entreprise. Mais c'est la proximité du chemin avec le ruisseau qui rend le tronçon problématique et il conviendra à terme de sécuriser l'ensemble du tracé. On relèvera encore qu'une autorisation ENV sera nécessaire avant de procéder à l'enrochement de la berge (PRE).

Ce chemin figure dans le plan des ouvrages du remaniement et un prélèvement du fonds est possible pour financer les travaux. Aucun montant ne figure cependant au budget 2025.


Dans l'examen de la situation, considérant le risque d'affaissement du chemin, le Conseil communal a envisagé deux options :

1. Mettre un crédit d'investissement au programme 2026. Cette option impose dans l'intervalle de limiter le trafic agricole à cet endroit et de sécuriser le tronçon problématique par une barrière de chantier pour empêcher les véhicules de rouler sur la bordure
2. Entreprendre les travaux de suite en sollicitant un crédit extraordinaire

Après réflexion et consultation, le Conseil communal a choisi l'option 2 et sollicite un crédit complémentaire d'un montant de CHF 35'000.- dans l'objectif d'entreprendre les travaux sans plus attendre.

Vicques, le 28 mai 2025

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**



Claude-Alain Chapatte  
Président



Catherine Comte  
Secrétaire